



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 30 MAI 2022**

mettant en demeure la société DERICHEBOURG ESKA à Strasbourg de respecter  
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations du  
15 rue du Havre à Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2713, notamment son article 13 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de la société ESKA sises à Strasbourg, rue du Havre, en particulier le broyeur de métaux, et notamment ses articles 8.1.1 et 8.1.2 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 15 mars 2022 des installations de la société DERICHEBOURG ESKA ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 15 mars 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021, les raisons des déclenchements d'alarme du système de détection de la radioactivité des déchets entrants ne sont pas enregistrées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 15 mars 2022, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021, l'exploitant ne dispose, sur le site, ni d'un radiamètre portable, ni d'un local de stockage des objets radioactifs qu'il aurait à isoler ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**CONSIDÉRANT** que dans ses observations du 14 avril 2022, l'exploitant n'apporte pas de nouveaux éléments conduisant à conclure que les non-conformités relevées le 15 mars 2022 et rappelées précédemment ne seraient pas ou plus constituées : rien ne figure dans le courrier du 14 avril 2022 sur l'enregistrement de la raison d'un déclenchement ; le site n'est toujours pas équipé d'un radiamètre ; la proposition de mettre les déchets radioactifs en fût ne répond pas à la prescription d'un local ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Prescriptions à respecter**

La société DERICHEBOURG ESKA est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 15 rue du Havre à 67100 STRASBOURG de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 8.1.1 et 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 susvisé, reprises ci-après :

*Article 8.1.1 : « (...) Les déclenchements d'alarme sont enregistrés avec leur raison identifiée. (...) »*

*Article 8.1.2 : « L'exploitant dispose sur le site :*

*(...)*

*- d'un radiamètre portable, notamment pour l'établissement d'un périmètre de sécurité ;*

*(...)*

*- d'un local de stockage ventilé fermant à clef (...). »*

### **Article 2 : Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DERICHEBOURG ESKA, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée à la maire de Strasbourg.

Pour la Préfète et par délégation  
La Préfète  
le Secrétaire Général

  
**Mathieu DUHAMEL**